



La politique d'assassinat des États-Unis

Par [Joe Kishore](#)

Mondialisation.ca, 08 juillet 2011

[wsws.org](#) 8 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Plus de cent jours depuis le début de la guerre en Libye, il apparaît ouvertement que la stratégie des États-Unis et de l'OTAN vise plus que jamais l'assassinat politique.

Des chasseurs américains et européens ont mené de nombreux raids aériens contre l'enceinte résidentielle de Mouammar Kadhafi, tuant ainsi des membres de sa famille. Frustrés par la durée de l'opération, qui est essentiellement dans une impasse, les stratèges militaires concentrent de plus en plus leurs efforts à déposer le chef d'État libyen pour transférer le pouvoir à d'autres forces au sein du régime. Cela pourrait se faire par une révolte dans le cercle rapproché de Kadhafi ou, sinon, par l'assassinat.

Plus tôt cette semaine, Mike Turner, un congressiste républicain et membre du House Armed Services Committee, a parlé d'une discussion qu'il avait eue avec l'amiral Samuel Locklear dans laquelle le commandant de l'OTAN en Italie a admis explicitement l'existence d'une politique d'assassinat. Selon Turner, Locklear « a expliqué que le mandat de protection de la population était interprété afin de permettre la déposition de la hiérarchie de commandements de l'armée de Kadhafi, dont Kadhafi fait lui-même partie ».

Mardi dernier, Stratfor, un groupe de réflexion étroitement lié à l'appareil d'État américain, a affirmé que les accusations de crime de guerre portées contre Kadhafi par la Cour pénale internationale « donnent une impulsion accrue à l'actuelle stratégie de l'OTAN consistant à utiliser la puissance aérienne pour assassiner le chef libyen dans le but d'accomplir la mission : un changement de régime ».

Mercredi dernier, le président américain Barack Obama a amené sa position lors d'une conférence de presse qui traitait essentiellement des plans pour d'énormes coupes dans les programmes sociaux aux États-Unis. Grâce aux actions des États-Unis, a déclaré Obama, cet « homme qui parrainait des opérations terroristes contre les États-Unis d'Amérique est maintenant acculé au pied du mur et le noeud coulant se resserre ». Ce n'était pas la première fois qu'Obama décidait de faire référence au lynchage en parlant de Kadhafi.

La politique d'assassinat des États-Unis et de l'OTAN, tout comme la guerre en Libye dans son ensemble, est clairement illégale, tant sous le droit international que national. En tentant d'expliquer pourquoi elle ne constituait pas une violation de la loi sur les pouvoirs de guerre (War Powers Act), qui exige l'autorisation du Congrès pour toute action militaire, l'administration Obama a soutenu, de façon ridicule, que le bombardement de la Libye n'atteignait pas le niveau des « hostilités ». Cependant, si c'est le cas, la politique d'assassinat apparaît clairement comme la tentative éhontée du meurtre d'un chef d'État étranger par une puissance impérialiste.

Durant sa conférence de presse, Obama a fait plusieurs déclarations extraordinaires sur le sujet de la Libye. Il a écarté les questions constitutionnelles soulevées par la loi sur les pouvoirs de guerre – promulguée après les révélations que l'État avait menti et agi criminellement durant la guerre des États-Unis au Vietnam – les qualifiant de « bavardage sur le processus et sur la consultation au Congrès, et ainsi de suite ». Le président, supposément un étudiant du droit constitutionnel, a tourné en dérision ceux qui critiquent l'illégalité de la guerre en Libye en disant qu'ils faisaient des « histoires ».

Ensuite, n'ayant même pas d'argument pseudolégal pour justifier sa politique, Obama s'est rabattu sur l'argument que Kadhafi, « avant Oussama Ben Laden, a été responsable de la mort de plus d'Américains qu'à peu près n'importe qui sur la planète ».

Personne des médias n'a jugé bon d'insister pour que le président revienne sur cette question. Avant la décision de bombarder la Libye en mars, Kadhafi profitait de relations amicales avec toutes les grandes puissances, y compris les États-Unis. En 2003, la Libye avait mis un terme à son programme d'armement nucléaire et biologique et ce geste avait été louangé par l'administration Bush comme le modèle à suivre pour l'Iran et la Corée du Nord.

En avril 2009, le fils de Kadhafi, à ce moment ministre de la Sécurité nationale du pays, a été chaleureusement accueilli par Hillary Clinton au département d'État. Cet événement a été suivi deux mois plus tard par une poignée de main, bien couverte dans les médias, entre Kadhafi et Obama.

Durant cette période, Kadhafi signait d'importants contrats avec les sociétés pétrolières américaines et européennes. Ensuite, pour des raisons qui n'ont jamais clairement été expliquées, mais qui sont clairement liées aux intérêts géostratégiques des puissances européennes et des États-Unis, la décision fut prise de renverser le régime de Kadhafi et de mettre en place un régime qui serait encore plus lié aux intérêts de l'impérialisme.

Après avoir d'abord tenté de déposer le gouvernement en appuyant les « rebelles » à l'est et à l'ouest, les États-Unis et l'OTAN adoptent maintenant une méthode plus directe.

Toutefois, la politique d'assassinat des États-Unis ne se limite pas qu'à Kadhafi. Mercredi dernier, l'administration Obama a dévoilé sa « Stratégie nationale de contreterrorisme », qui décrit une stratégie d'« assassinats ciblés » partout où les États-Unis identifieraient une menace à leurs intérêts. En présentant cette stratégie, le conseiller au contreterrorisme, John Brennan, a déclaré que « notre meilleure offensive ne sera pas toujours de déployer de grandes armées à l'étranger, mais parfois de mettre une pression ciblée, chirurgicale, sur les groupes qui nous menacent ».

Cette « pression ciblée, chirurgicale », signifie le recours aux drones téléguidés de l'armée et de la CIA ainsi qu'aux forces spéciales comme celles qui ont assassiné Ben Laden. Sous l'administration Obama, les États-Unis ont considérablement intensifié l'utilisation des drones en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, au Yémen et maintenant en Libye, pour tuer toute personne qui serait qualifiée de « militant » ou de « terroriste ». Un sixième pays a été ajouté à la liste la semaine dernière lorsqu'un drone américain a attaqué les présumés dirigeants d'une organisation affiliée à Al-Qaïda en Somalie.

Dans une période historique précédente, des sections de la classe dirigeante américaine ont vu les immenses dangers que posaient de telles politiques. En 1965, après son arrivée au

pouvoir, confronté à la révélation de complots d'assassinat par les États-Unis dans diverses parties du monde, le président Lyndon Johnson avait déclaré que les États-Unis « dirigent un satané Meurtre inc. »

En 1976, la commission Church, qui a mené des enquêtes du Sénat sur les complots d'assassinat de la CIA, avait conclu qu'une politique d'assassinat « transgresse les préceptes moraux essentiels à notre mode de vie ». Un ordre exécutif émis dans la foulée de la commission a interdit explicitement cette pratique.

Évidemment, il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'impérialisme américain. Cependant, il s'est produit un véritable effondrement de la responsabilité légale et démocratique, même si celle-ci n'existait qu'en apparence, au cours des 35 dernières années. Un politique d'assassinat par l'État est le couronnement d'un processus formé de guerres d'agression illimitées, de torture, de détention sans accusation, et de l'érosion des droits démocratiques aux États-Unis. Ce processus est étroitement lié à la transformation des relations sociales aux États-Unis, à la montée d'une aristocratie financière parasite et à la croissance extraordinaire de l'inégalité sociale.

Des politiques visant à assassiner Kadhafi en tant que stratégie militaire auront des conséquences majeures. L'administration Obama et la classe dirigeante américaine démontrent qu'ils sont prêts à tuer extrajudiciairement n'importe qui jugé comme étant un obstacle. Ce n'est pas qu'un avertissement dirigé vers les organisations politiques ou les chefs d'État étrangers. Il ne fait pas de doute que le personnel du gouvernement américain utiliserait des méthodes semblables contre toute opposition importante au pays même.

Article original, WSWs, paru le 1er juillet 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Joe Kishore](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2011

Articles Par : [Joe Kishore](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca